

L'EMPLOI EN HAUTE-NORMANDIE

2005 : les services et la construction moteurs de l'emploi

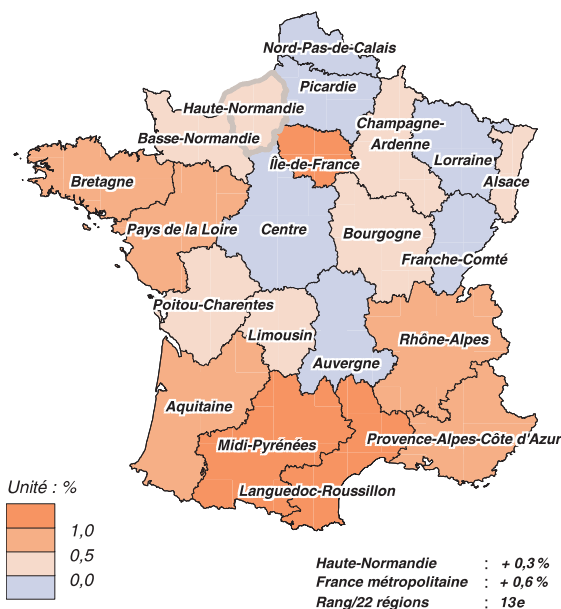
En 2005, l'emploi en Haute-Normandie progresse de + 0,3 % et rompt avec la phase de repli observée en 2003 et 2004. Le dynamisme des services et de la construction en est le principal moteur. En revanche, le commerce ne crée pas d'emplois et l'industrie continue de perdre des effectifs. Ce nouveau souffle bénéficie à la Seine-Maritime alors que l'érosion de l'emploi se poursuit dans l'Eure. Ce qui explique un taux de croissance "moyen" pour la région, comparé à celui du niveau national (+ 6 %).

Au 31 décembre 2005, la Haute-Normandie compte 699 200 emplois, soit 1 800 de plus que l'année précédente. L'emploi régional progresse de + 0,3 % en 2005, contre + 0,6 % en France métropolitaine. Ce taux d'évolution est toutefois nettement supérieur à la moyenne annuelle de + 0,14 %, enregistrée pour la région, entre 2000 et 2005. Il tranche avec le repli observé en 2003 et 2004. La Bourgogne et Poitou-Charentes évoluent à un rythme comparable mais les régions limitrophes de la Haute-Normandie sont dans une situation moins favorable : la Basse-Normandie maintient son niveau d'emploi alors que le Centre et la Picardie font partie des six régions dans lesquelles l'emploi recule.

La construction et les services sont les principaux secteurs d'activité dont les effectifs se développent. Si l'évolution du secteur de la construction est positive en Haute-Normandie (+ 1,5 % par an depuis 2000), elle est toutefois assez moyenne comparée à celle des autres régions. Avec une progression de + 3,3 % en 2005, la Haute-Normandie se classe au 14e rang des régions françaises. L'évolution est supérieure à + 5 % en Bretagne et en Aquitaine et dépasse + 6 % en Midi-Pyrénées.

Avec une progression de + 1,1 % en 2005, les services retrouvent un nouveau souffle et dynamisent l'emploi régional. Mesurée au sein des régions françaises, c'est la 11e meilleure évolution. Cette

ÉVOLUTION DE L'EMPLOI TOTAL PAR RÉGION ENTRE 2004 ET 2005



ÉVOLUTION DE L'EMPLOI TOTAL

	Haute-Normandie			France métropolitaine	
	2005 (p)	Évolution 2004-2005	Évolution annuelle moyenne 2000-2005	Évolution 2004-2005	Évolution annuelle moyenne 2000-2005
Agriculture	17 855	- 1,2	- 1,5	- 2,8	- 1,6
Industrie	145 439	- 2,5	- 1,6	- 2,1	- 1,8
Construction	47 224	3,3	1,5	4,0	1,9
Commerce	87 053	- 0,4	0,6	0,4	0,9
Services	401 648	1,1	0,6	1,3	1,1
Ensemble	699 219	0,3	0,1	0,6	0,5

Source : INSEE - Estimations d'emploi au 31 décembre
(p) données provisoires

Unités : nombre, %

bonne performance marque une rupture par rapport à l'évolution moyenne de + 0,6 % par an mesurée depuis 2000. Au cours de cette période, la Haute-Normandie souffre d'un rythme de développement des services inférieur à celui de la plupart des régions. Les plus dynamiques sont le Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Midi-Pyrénées, avec des progressions annuelles de l'ordre de + 2 %.

En 2005, l'emploi industriel est en repli dans toutes les régions. Il décroît davantage en Haute-Normandie (- 2,5 %), qu'au niveau national (- 2,1 %) mais moins sévèrement qu'en Lorraine (- 3,7 %). La Picardie, la Franche-Comté, l'Île-de-France et le Limousin perdent de - 2,7 % à - 3,4 % de leurs emplois industriels.

UN NOUVEAU SOUFFLE POUR L'EMPLOI SALARIÉ

En 2005, 647 300 salariés travaillent en Haute-Normandie, soit 1 400 emplois de plus qu'en 2004. Après deux années de repli, la région renoue avec les créations d'emplois. Celles-ci résultent de l'évolution favorable dans les services et la construction malgré l'érosion de l'emploi industriel et l'atonie du commerce.

Le secteur des services est particulièrement dynamique, avec 4 000 emplois salariés nouveaux, soit une croissance de + 1,1 %, nettement plus élevée qu'en 2004 (+ 0,5 %). Les activités de la santé et de l'action sociale poursuivent leur développement et constituent le principal gisement de nouveaux emplois. Elles en génèrent 1 600 en 2005, de même qu'en 2004. Les services aux entreprises sont en forte croissance, notamment les services opérationnels : le recours à l'intérim, lié à la configuration industrielle de la région, s'intensifie en 2005 et permet la création de 1 300 emplois. Les services aux particuliers

proposent 1 200 emplois supplémentaires en raison du développement des emplois d'assistantes maternelles et de personnels de maison, favorisés par la mise en place de la Prestation d'Accueil Jeune Enfant.

Le secteur de la construction, bien orienté depuis 2000, dynamise l'emploi en offrant 1 200 postes de travail supplémentaires. L'emploi industriel poursuit la phase de déclin interrompue par un sursaut en 2000. Ce sont 3 700 emplois qui disparaissent, principalement dans les secteurs de la chimie, du caoutchouc et des matières plastiques, des composants électriques et électroniques (- 1 600 postes) et de l'automobile (- 700 emplois). Ces trois secteurs supportent les deux tiers des pertes subies dans l'industrie.

LA DIMINUTION DE L'EMPLOI PERDURE DANS L'EURE

Au 31 décembre 2005, l'Eure compte 200 200 emplois dont 182 500 salariés. L'érosion de l'emploi entamée en 2002, se poursuit en 2005 avec un repli de - 0,2 %. Elle résulte d'un faible développement des services conjugué à une décrue marquée de l'emploi dans l'industrie.

Les activités de services, qui emploient 99 800 salariés, peinent à se développer dans l'Eure. Les créations d'emplois intervenant dans les services aux entreprises sont de faible amplitude (+ 0,2 %) et reposent essentiellement sur les services opérationnels (incluant la location sans opérateur, le travail temporaire, la sécurité, le nettoyage, l'assainissement...). Le secteur du transport, qui était en développement continu depuis plusieurs années, perd 1,4 % de ses effectifs (suite à la fermeture des Transports Beaucamp). Dans les services aux particuliers, les services personnels et domestiques (incluant les blanchisseries, les salons de coiffure, les soins de beauté, le personnel de maison...) sont les seules activités qui génèrent des emplois.

En 2005, l'Eure perd 1 100 emplois salariés industriels, soit un résultat moins défavorable qu'en 2004 (- 1 600 emplois) et de même amplitude qu'en 2002 et 2003. Les industries des biens intermédiaires, avec une baisse de 3,3 % de leurs salariés, sont les plus lourdement touchées. Le secteur des composants électriques et électroniques perd 200 emplois localisés principalement dans l'usine Schneider de Pacy-sur-Eure. Les disparitions d'emplois sont également importantes dans les industries du bois et du papier (- 190 postes), l'année 2005 étant marquée par la liquidation judiciaire de la Cartonnerie de Pont-Audemer. Le secteur de la chimie, du caoutchouc et des matières plastiques n'est pas épargné et perd 180 postes. Parmi les industries de biens de consommation courante, la pharmacie, la parfumerie et l'entretien est le seul secteur à créer des emplois en 2005, en raison de l'activité soutenue de la fabrication de médicaments. Dans le département, cinq établissements de plus de 200 salariés réalisent ce type de production. L'industrie de l'habillement et du cuir continue de perdre des emplois suite à plusieurs fermetures d'entreprises dont celle de la Tannerie Costil à Pont-Audemer. Depuis 2000, 600 emplois ont été supprimés dans ce secteur d'activité.

Porté par une demande soutenue en logements indivi-

LES ESTIMATIONS D'EMPLOI

Les estimations d'emploi ont pour objectif de fournir au 31 décembre de chaque année, une photographie exhaustive de l'emploi cohérente entre les différents échelons géographiques et les divers postes de nomenclatures d'activité. Elles sont calculées au niveau départemental et zones d'emploi.

Les niveaux de l'emploi dans les estimations annuelles sont issus des données du Recensement de la Population. Le niveau d'emploi est calculé ensuite chaque année, en appliquant au niveau de l'année passée des indices d'évolution sectoriels obtenus à partir d'un ensemble de sources. Les sources principales sont les données de l'UNEDIC et des URSSAF. Les sources complémentaires, telles que la MSA, permettent de couvrir la totalité du champ salarié.

ESTIMATIONS D'EMPLOIS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ ET STATUT

Activités	Eure		Seine-Maritime		Haute-Normandie		France métropolitaine	
	2005 (p)	Évolution (%)	2005 (p)	Évolution (%)	2005 (p)	Évolution (%)	2005 (p)	Évolution (%)
Agriculture, sylviculture, pêche	2 818	- 2,6	4 556	1,9	7 374	0,1	338 406	- 2,4
Industrie	47 534	- 2,3	93 033	- 2,6	140 567	- 2,5	3 774 558	- 2,2
Industries agricoles et alimentaires	4 011	- 0,3	11 022	- 2,5	15 033	- 1,9	564 365	- 1,2
Habillement, cuir	375	- 21,1	489	- 15,3	864	- 17,9	86 904	- 9,2
Édition, imprimerie, reproduction	2 671	- 4,3	1 996	- 6,9	4 667	- 5,4	190 356	- 2,2
Pharmacie, parfumerie, entretien	6 520	4,6	2 786	2,8	9 306	4,0	147 567	- 3,4
Équipements du foyer	1 696	- 6,5	1 773	- 9,5	3 469	- 8,1	177 468	- 4,6
Industrie automobile	692	- 2,7	14 993	- 4,1	15 685	- 4,0	289 342	- 2,2
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	1 207	- 7,2	2 522	16,2	3 729	7,5	138 381	- 0,8
Équipements mécaniques	4 631	- 1,4	10 834	- 0,8	15 465	- 1,0	409 807	- 1,1
Équipements électriques et électroniques	1 382	- 2,8	3 929	- 3,8	5 311	- 3,5	215 882	- 0,3
Produits minéraux	1 632	- 1,6	5 195	- 3,9	6 827	- 3,4	157 961	- 1,8
Textile	527	- 1,9	679	- 16,7	1 206	- 10,8	81 164	- 8,5
Bois et papier	2 828	- 6,4	3 052	- 0,5	5 880	- 3,4	165 498	- 3,0
Chimie, caoutchouc, plastiques	7 349	- 2,4	12 465	- 6,0	19 814	- 4,7	325 640	- 2,8
Métallurgie, transformation des métaux	5 978	- 0,3	7 837	- 0,5	13 815	- 0,4	409 416	- 2,4
Composants électriques et électroniques	5 125	- 7,1	3 176	- 5,6	8 301	- 6,5	178 844	- 1,6
Combustibles, carburants	8	0,0	3 905	- 0,1	3 913	0,1	29 533	- 2,2
Eau, gaz, électricité	902	- 2,0	6 380	0,3	7 282	0,0	206 430	- 0,9
Construction (BTP)	11 528	2,7	30 275	3,1	41 803	3,0	1 346 286	3,6
Commerce	20 773	0,6	56 187	- 0,6	76 960	- 0,3	3 026 417	0,4
Commerce et réparation automobile	3 716	- 0,4	7 993	- 1,0	11 709	- 0,8	424 637	- 0,5
Commerce de gros	5 421	0,2	15 037	- 1,1	20 458	- 0,8	987 824	0,8
Commerce de détail, réparations	11 636	1,2	33 157	- 0,3	44 793	0,1	1 613 956	0,4
Services	99 838	0,4	280 793	1,3	380 631	1,1	14 178 446	1,2
Transports	7 421	- 1,4	33 064	- 0,1	40 485	- 0,3	1 066 374	- 0,2
Activités financières	2 827	- 0,8	11 841	- 0,1	14 668	- 0,2	723 055	0,8
Activités immobilières	1 512	7,2	5 596	1,5	7 108	2,7	281 551	2,6
Services aux entreprises	23 953	0,2	57 080	2,7	81 033	1,9	3 281 361	2,1
Postes et télécommunications	2 802	- 2,3	8 475	2,0	11 277	0,9	510 592	- 0,7
Conseil et assistance	6 125	- 0,8	18 363	1,0	24 488	0,6	1 272 784	2,6
Services opérationnels	13 739	1,0	29 938	4,0	43 677	3,0	1 342 418	2,6
Recherche et développement	1 287	2,7	304	- 6,7	1 591	0,8	155 567	3,9
Services aux particuliers	13 156	0,8	35 855	3,2	49 011	2,6	1 963 585	2,0
Hôtels et restaurants	4 564	0,2	11 584	3,3	16 148	2,4	796 587	1,6
Activités récréatives, culturelles et sportives	1 468	- 4,9	5 983	4,5	7 451	2,5	350 436	0,7
Services personnels et domestiques	7 124	2,4	18 288	2,8	25 412	2,7	816 562	2,8
Éducation, santé, action sociale	29 635	- 0,1	85 480	1,7	115 115	1,2	4 033 425	1,2
Éducation	13 693	0,3	36 027	- 0,7	49 720	- 0,4	1 616 390	- 0,3
Santé, action sociale	15 942	- 0,5	49 453	3,4	65 395	2,5	2 417 035	2,2
Administration	21 334	1,3	51 877	- 0,8	73 211	- 0,2	2 829 095	0,2
Administration publique	19 744	1,5	46 147	- 1,0	65 891	- 0,3	2 487 446	0,2
Activités associatives et extra-territoriales	1 590	- 0,5	5 730	1,1	7 320	0,7	341 649	0,3
Ensemble de l'emploi salarié	182 491	- 0,2	464 844	0,4	647 335	0,2	22 664 113	0,6
Emploi non salarié	17 661	0,9	34 223	0,6	51 884	0,7	2 206 238	1,2
Emploi total	200 152	- 0,1	499 067	0,4	699 219	0,3	24 870 351	0,6

Source : INSEE - Estimations d'emploi au 31 décembre
(p) données provisoires

Unités : nombre, %

duels, le secteur de la construction se développe et génère 300 emplois supplémentaires en 2005. Cette conjoncture favorable perdure depuis 2000, et a permis de créer 860 emplois, essentiellement au cours des trois dernières années.

PORTÉ PAR LES SERVICES, L'EMPLOI SE REDRESSE EN SEINE-MARITIME

L'emploi total en Seine-Maritime s'élève, au 31 décembre 2005, à 499 100 dont 464 800 salariés. Après deux années de repli, l'emploi y est bien orienté et progresse de + 0,4 % en 2005 grâce à la tonicité des services et de la construction, qui compense l'érosion des emplois industriels.

Les activités de services emploient 280 800 personnes et progressent de + 1,3% en 2005, ce qui représente 3 600 emplois supplémentaires. Les services aux entreprises sont dynamiques, notamment les services opérationnels grâce au développement des emplois intérimaires. Les services

aux particuliers créent plus de 1 100 emplois, particulièrement dans les services domestiques et dans l'hôtellerie et la restauration. Le secteur de la santé et de l'action sociale se développe de façon spectaculaire avec un gain de 1 600 salariés en raison de l'accroissement des emplois aidés (notamment les Contrats d'Aide à l'Emploi).

La construction propose 900 emplois salariés supplémentaires en 2005. Ce secteur bénéficie d'un niveau d'activité élevé, soutenu par la forte demande de logements individuels et collectifs ainsi que par les chantiers de Port 2000 et du 6e franchissement de la Seine.

L'emploi industriel est en repli de - 2,6 % en 2005 soit - 2 500 emplois salariés. Depuis 2000, 7 300 emplois ont disparu dans ce secteur. En 2005, les biens intermédiaires, l'automobile et les industries agro-alimentaires sont les secteurs les plus touchés par les compressions de personnel. Le secteur de la chimie perd 800 salariés du fait des difficultés cumulées chez Ifrachim et Orgachim et de la fermeture de Yorkshire à Oissel. Dans les composants électroniques, ce sont 190 emplois salariés qui disparaissent.

sent. Les réductions d'effectifs entamées en 2004 se poursuivent dans l'industrie automobile (- 600 postes). Elles concernent principalement l'établissement Renault de Sandouville (- 460 salariés), spécialisé dans le montage des modèles haut de gamme, et confronté à un marché atone. Les équipementiers automobiles subissent également une conjoncture dégradée et réduisent leurs effectifs (- 190 postes chez GDX Automotive). Le secteur des industries agro-alimentaires entre dans une phase de turbulences qui se traduit par des suppressions d'emplois, en particulier au sein du groupe Danone (usine de Neufchâ-

tel-en-Bray). Les industries des biens de consommation ne sont pas épargnées : le secteur des équipements du foyer perd 190 emplois et celui de l'édition en perd 150. Seules la pharmacie, la parfumerie, l'entretien et les industries de l'énergie accroissent légèrement leur personnel. Le secteur de la construction navale, aéronautique et ferroviaire se développe grâce au rachat et la transformation d'un très grand établissement (Aerazur à Caudebec-les-Elbeuf) auparavant spécialisé dans la fabrication d'articles en caoutchouc et qui se tourne vers la construction de cellules d'avions □

ZOOM SUR LES ZONES D'EMPLOI

La zone d'emploi de Rouen retrouve sa place de locomotive régionale

L'essor du secteur des services et la bonne tenue de la construction en Haute-Normandie bénéficient principalement aux zones de Rouen, de Lillebonne et de la Vallée de la Bresle. Elles cumulent à elles seules 60 % des postes créés dans les services et 70 % des embauches de la construction. En revanche, toutes les zones d'emploi sont affectées par la contraction des emplois industriels. Dans l'Eure, seules les zones d'emploi de Bernay et d'Évreux préservent leur niveau d'emploi.

Fait marquant pour l'année 2005, la zone d'emploi de Rouen joue de nouveau son rôle de locomotive régionale et gagne 1 700 emplois, après deux années de recul. Les servi-

ces progressent de 2 000 postes, créés principalement dans les secteurs de la santé, de l'action sociale et des services opérationnels et 700 postes sont créés dans la construction.

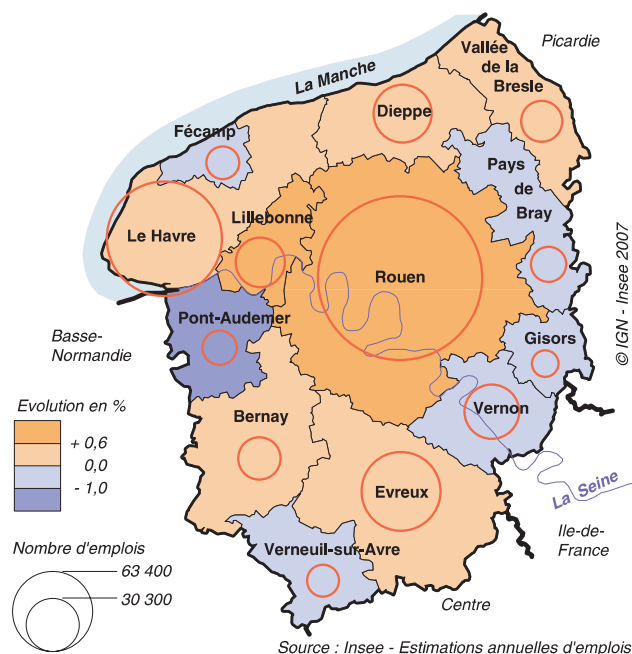
Autres signes encourageants en 2005, la Vallée de la Bresle renoue avec les créations d'emplois pour la première fois depuis cinq ans. Les gains dans le commerce et les services compensent les pertes industrielles enregistrées dans les équipements mécaniques et la production de minéraux. La zone d'emploi de Lillebonne se démarque par sa capacité à être créatrice d'emplois depuis cinq ans. En 2005, elle offre 300 postes supplémentaires dans les services et la construction et est la seule zone à préserver ses emplois industriels.

La zone du Havre connaît également un développement marqué des services (+ 1 000 postes) mais elle subit des pertes industrielles sévères, en particulier dans l'automobile (- 500 postes) et un repli des activités commerciales. Avec 200 emplois supplémentaires, son développement est nettement inférieur en 2005 à celui des années précédentes.

L'emploi reste stable dans les zones d'emploi de Dieppe, Bernay et Évreux. Après quatre années de repli, la zone de Dieppe maintient son niveau d'emploi grâce au dynamisme des services qui offrent 200 nouveaux postes. De même, la stabilité de l'emploi enregistrée en 2005 dans la zone d'Évreux est un signe positif. L'emploi est stable pour la 5^e année consécutive dans la zone de Bernay.

Six zones d'emplois ne bénéficient pas de l'embellie de l'emploi et sont en difficulté en 2005. La zone de Pont-Audemer est la plus durement frappée avec 300 disparitions de postes subies essentiellement dans l'industrie. Les zones d'emploi de Gisors, du Pays de Bray et de Vernon ne sont pas épargnées et perdent 300 emplois. Alors que les services s'essouffent à Vernon, c'est le seul secteur à se développer dans le Pays de Bray. Une centaine d'emplois disparaissent dans la zone de Verneuil-sur-Avre dont toutes les activités sont en recul. Un repli de même ampleur est enregistré dans la zone d'emploi de Fécamp et touche plus particulièrement les activités commerciales □

ÉVOLUTION DE L'EMPLOI SALARIÉ EN 2005



Isabelle BIGOT, Anne-Marie DAVID, Catherine JEAN